



HAL
open science

Mobilisation des TIC pour la participation des habitants : acteurs du numérique, politiques publiques et gouvernance urbaine

Sarah-Anaïs Achache

► To cite this version:

Sarah-Anaïs Achache. Mobilisation des TIC pour la participation des habitants : acteurs du numérique, politiques publiques et gouvernance urbaine. Cinquièmes journées doctorales sur la participation et la démocratie participative, Jan 2018, Tours, France. hal-03648623

HAL Id: hal-03648623

<https://univ-tours.hal.science/hal-03648623>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mobilisation des TIC pour la participation des habitants : acteurs du numérique, politiques publiques et gouvernance urbaine

Sarah-Anaïs ACHACHE, doctorante en géographie,
UMR 7324 CITERES, Université de Tours
MSH Val de Loire, 33 allée Ferdinand de Lesseps, 37200 Tours
sarahanaïs.achache@gmail.com

Introduction

Le « numérique » tel qu'il est souvent désigné aujourd'hui dans le champ de l'action publique locale en France est un domaine dont le spectre d'intervention s'est progressivement élargi à mesure de l'accroissement de l'offre technique mais aussi de l'évolution des agendas gouvernementaux nationaux et européens. Les espaces urbains constituent à cet égard un contexte favorable au développement de politiques numériques de plus en plus diversifiées, tant du point de vue de la disponibilité des infrastructures et des outils que de la diffusion des usages au sein de la population.

Cependant, la présence de plus en plus visible à l'échelle locale d'acteurs tournés vers la promotion des usages des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), de même que la réception locale de certains discours, notamment ceux en faveur de la ville intelligente, semblent aujourd'hui participer de manière nouvelle à la définition des enjeux de territoire relatifs à la diffusion des TIC. Dans cette optique, l'enjeu semble ainsi de questionner les jeux d'acteurs à l'œuvre dans les processus de mise à l'agenda politique local des enjeux du numérique.

La question de la participation des citoyens apparaît dans ce contexte un objet propice pour comprendre la manière dont s'élaborent les politiques publiques à composante numérique et en particulier le rôle des acteurs locaux du numérique dans ces processus. A la fois portés par des discours nationaux et des démarches locales, les usages des TIC en contextes participatifs semblent en effet se diversifier, notamment en faveur de logiques contributives introduites de manière croissante à l'action publique locale. En outre, le recours par les pouvoirs publics locaux à des outils identifiés au travers de l'appellation *Civic Tech*, appliqués de manière spécifique à des démarches de démocratie participative, invite à questionner la manière dont ces outils sont mobilisés, notamment au regard du contexte local.

Cette recherche vise ainsi s'intéresser aux modalités locales de recours au numérique en contextes participatifs au prisme des acteurs impliqués et du rapport entre l'outil numérique et l'ingénierie participative (tel qu'il se concrétise au travers des dispositifs localement mis en œuvre). Il s'agit de questionner les formes et les finalités de la participation telles qu'elles sont élaborées localement afin de caractériser leur rôle attendu dans la gouvernance urbaine.

1. La territorialisation des TIC au prisme des jeux d'acteurs

L'action publique locale constitue un moteur important de la relation qu'entretiennent territoires et TIC. Face à un État mobilisateur (Musso, 2008) plus ou moins contraignant en matière de politiques numériques, les collectivités locales se sont emparées des problématiques de développement des TIC selon des logiques propres, reposant à la fois sur les marges de manœuvres laissées par l'Etat, les réseaux de partenariats établis à l'échelle locale (Bakis, Schon, 2012) ou encore sur la maturité de la collectivité vis-à-vis de sa maîtrise des enjeux du développement des TIC (Attour, Longhi, 2009). Ainsi, à l'inverse de l'approche a-spatiale qui caractérisait au départ l'avènement de la société de l'information (Lasserre, 2000 ; Pailliant, 2002), l'approche intégrée (Bakis, Vidal, 2007) met à jour la territorialisation des TIC et permet de saisir les logiques de développement mobilisées par les collectivités, au regard du contexte territorial et des effets des politiques mises en œuvre en matière de différenciation spatiale.

La manifestation territorialisée des sociétés de l'information semble dans cette optique se renouveler actuellement à l'aune de la multiplication d'acteurs agissant en faveur de la diffusion des usages des TIC et de leur mise en visibilité dans la ville. En effet, sans oublier l'ancrage local, parfois historique, de certaines structures para-publiques ou privées (en particulier associatives), œuvrant en matière de médiation numérique ou d'aménagement numérique, on constate aujourd'hui la croissance des lieux et des structures qui les développent autour de certains enjeux numériques et tentent de favoriser leur diffusion locale. Il s'agit en particulier du tissu associatif sur lequel repose la constitution de tiers-lieux (Burret, 2014) : fablab, hackerspace, espaces de *coworking* de type cantine numérique *etc.*, qui suscite notre intérêt dans ce cadre, en tant que potentiel de transformation du rapport des territoires au numérique.

Leur identification en tant qu'« acteurs du numérique » nous permet ici d'envisager leur rôle dans la définition locale des enjeux du numérique pour trois motifs principaux. D'une part, leur volonté d'être relativement « ouverts » sur la ville et ses habitants au travers de leurs

activités respectives et ainsi de participer de mécanismes de diffusion locale. Deuxièmement, il semble nécessaire de s'attarder sur la caractérisation de ces acteurs, dont la forme souvent associative permet en réalité d'agréger des structures ou personnalités d'origines diverses, issus des secteurs marchands, publics, ou encore de collectifs à visée militante, pouvant ainsi entretenir entre eux des intérêts plus ou moins convergents selon les projets et leurs objectifs. Enfin, leur mise en visibilité et promotion locale (par exemple, au travers des démarches dites *French Tech*) interrogent les logiques de réseaux qui favorisent l'établissement de liens entre ces structures et les acteurs publics. En outre, la diffusion des discours sur les impacts du numérique en matière de gestion et gouvernance urbaine invite également à observer le positionnement des acteurs de la fabrique de la ville vis-à-vis des enjeux numériques portés localement.

Ainsi, c'est le rôle de ces acteurs, au travers des liens qu'ils entretiennent avec les acteurs publics, qui est finalement questionné, en particulier dans la définition des priorités d'action publique en faveur du développement des TIC dans les territoires. A cet égard, la mobilisation de la notion de participation dans le cadre de projets numériques territorialisés semble révélatrice de ces mécanismes locaux, puisqu'elle croise à la fois les enjeux portés par la puissance publique, mais également celle des acteurs du numérique.

2. De la démocratie en ligne à la participation comme pratique contributive

La participation citoyenne à l'échelle locale constitue un enjeu d'action publique qui fait également l'objet d'une appropriation plus ou moins forte selon les collectivités. La réception locale de l'impératif participatif (Blondiaux, 2008), du fait d'une obligation légale peu contraignante et des contours flous de la notion de la démocratie participative (Blondiaux, 2005 ; Lefebvre, 2012) se caractérise par le développement de dispositifs variés, instances de débat public local, ou démarches de consultation particulières, mobilisés selon des objectifs et des modalités spécifiques. Venant en réponse à la « crise de la représentation politique », l'enjeu de proximité valorisé au travers du développement de la démocratie participative à l'échelle locale (Bacqué, Rey, Sintomer, 2005 ; Lefebvre, 2005) tend parfois à réduire la citoyenneté des participants à leur appartenance territoriale (Nonjon, 2005), notamment lorsqu'ils sont mobilisés pour leurs savoirs d'usage (Nez, 2011). Enfin, les dispositifs participatifs institutionnalisés reposent largement sur la co-présence d'individus d'origines diverses, experts et profanes, et mènent souvent à perpétuer les inégalités d'accès à l'expression publique au sein de ces dispositifs (Berger, Charles, 2014).

L'appétence des acteurs publics pour les usages des TIC destinés à favoriser la démocratie locale peut tout d'abord se comprendre dans une logique de remédiation face aux limites de la démocratie participative exercée en présentiel (Wojcik, 2011). Leur dimension interactive (Pailliant, 2000) est perçue comme un facteur favorable à l'ouverture de la participation politique au plus grand nombre. La vocation consultative voire délibérative des dispositifs de participation outillés par les TIC n'est pas la seule perçue par les acteurs publics. En effet, les usages locaux des TIC en faveur du renouvellement de la démocratie locale ont également pour objectifs de renforcer l'accès à l'information des citoyens, mais aussi de faire advenir une certaine forme de démocratie directe, grâce aux possibilités d'échanges immédiats et massifiés qu'ils introduisent (Vedel, 2003).

Si ces représentations persistent au sein du champ de l'action publique, les modalités de participation des citoyens introduites par les TIC se sont vues être renouvelées par la diffusion des nouvelles pratiques de production de contenus, et leur caractère parfois collaboratif introduits par le web 2.0.

En effet, les usages institutionnels à vocation participative d'internet tendent aujourd'hui à se multiplier aussi bien qu'à se diversifier, sans pour autant que cela relève d'un processus homogène d'adoption à l'échelle locale. Tant les champs d'action publique investis que les types de dispositifs mis en œuvre diffèrent selon les contextes locaux, pris sous le prisme de leur dimension politique mais également selon nous, les acteurs qui ont participé à déterminer les logiques d'action à l'œuvre.

Dans cette optique, nous identifions trois éléments qui semblent concourir au phénomène d'adoption et de diversification des modalités de participation par les TIC. D'une part, les nouveaux mots d'ordre nationaux et européens relatifs à la mobilisation des collectivités en faveur de nouveaux enjeux territoriaux des TIC, tels que les politiques d'ouverture des données publiques (Open Data), dont les modalités sont largement définies localement. Deuxièmement, l'émergence d'un marché des outils numériques participatifs, notamment composés de certains outils qualifiés de *Civic Tech*, au travers desquels leurs concepteurs s'inscrivent dans une logique de transformation de la démocratie par la technologie (Mabi, 2017).

L'urbanisme participatif constitue par ailleurs un domaine au sein duquel se sont développés des usages des TIC basés sur l'exploitation des potentialités du web 2.0. Les usages du géoweb contributif (Joliveau, Noucher, Roche, 2013) pour la participation des habitants à

l'élaboration des projets d'aménagement ou à la planification urbaine (Douay, Prévot, 2015) constituent ainsi un exemple de cette diversification des usages des TIC pour la participation, prise dans un sens démocratique.

Enfin, ce phénomène, s'il s'explique par la massification des usages de certains outils (tels que le smartphone, ou encore les objets connectés), se comprend également à l'aune de la diffusion de nombreux discours prônant la notion de ville intelligente, comme modèle de la ville du futur. Cette notion, qui ne répond pas d'une définition univoque (Hollands, 2008) repose notamment sur l'agrégation et la circulation des données afin d'améliorer la qualité de vie et la durabilité des pratiques urbaines. L'intrication de dispositifs techniques à l'espace urbain constitue un levier d'amélioration de la gestion de la ville par sa rationalisation. En outre, ces modèles prônent également une nouvelle place donnée aux citoyens dans la gouvernance urbaine (Cardullo, Kitchin, 2017), notamment dans la participation à l'élaboration des infrastructures matérielles et immatérielles (données) des villes, voire dans une conception interactionniste (avec les habitants) de l'innovation (Besson, 2017).

Ces conceptions de la ville intelligente donnent notamment lieu à l'émergence de nouveaux dispositifs qualifiés de participatifs tels que les démarches dites de *crowdsourcing*, qui reposent sur l'activité contributive de la foule pour agréger de nouvelles données ou connaissances sur les territoires (comme les wikis patrimoniaux, les applications de signalement d'incident sur la voie publique, ou encore la captation d'informations environnementales par le citoyen).

La diversification de la participation par le numérique tend ici à intégrer des pratiques de participation non-délibératives à l'action publique locale. Elle suppose ainsi de questionner le rôle du citoyen dans ces dispositifs, mais également la portée de ces contributions sur la gouvernance locale et leurs impacts démocratiques, tandis que les enjeux énoncés relèvent souvent de l'exploitation des rapports quotidiens à l'espace des habitants, dans l'optique d'une amélioration de la gestion urbaine.

Ces trois facteurs, s'ils concourent à renforcer la connaissance de ces outils auprès des acteurs publics, ne permettent pas d'expliquer à eux seuls les mécanismes d'adoption et la diversité des finalités mis en œuvre au travers de leur exploitation, ce, tant les modalités de recours des outils sont variables selon les collectivités. Face à ce constat, il s'agit selon nous de s'intéresser aux contextes locaux au sein desquels les dispositifs s'inscrivent, pour

comprendre les motifs d'adoption et ainsi saisir les intentions politiques et démocratiques qui motivent le recours aux outils numériques. Dans cette optique, il s'agit en particulier de s'intéresser aux acteurs du numérique, en tant qu'ils participent localement de la diffusion des pratiques contributives issues du web.

3. La participation comme enjeu numérique de territoire

Les acteurs du numérique, au travers des pratiques que certains d'entre eux promeuvent, participent de la diffusion des pratiques contributives en ligne à l'échelle locale. L'alimentation de bases en ligne telles que Open Street Map et la constitution de groupes locaux autour de la promotion de cette pratique constitue selon nous un exemple de la façon dont ces acteurs participent à la diffusion de pratiques contributives et collaboratives issues du web, y compris auprès des acteurs publics (qui se concrétise par exemple au travers de l'organisation, par la puissance publique, de cartoparties, événements en présentiel de collecte collective de données).

La notion de participation, mobilisée ici, relativement au vocabulaire utilisé par les acteurs, pour décrire un ensemble très hétérogène de démarches, apparaît ici problématique, car elle sert à désigner tant des politiques visant l'agrégation de connaissances ou de données sur les territoires, la remontée de savoirs d'usage des habitants, que le recueil d'idées ou la concertation en ligne. Elle est également associée à la diffusion de l'Open Data à travers le réemploi des données publiées (Goëta, Mabi, 2014). Par conséquent, la mobilisation de ces dispositifs par les collectivités semble élargir le sens de la notion de citoyenneté en contexte urbain, à la fois discursive, monitorale (Coleman, Moss, 2014), et contributive (de Feraudy, Saujot, 2017).

Ainsi, ce travail de thèse consiste à interroger les mécanismes d'adoption par les collectivités locales de ces différents outils numériques, et leur intégration à des démarches dites participatives, afin de saisir leur (r)apport à et pour la démocratie locale.

Pour ce faire, nous nous appuyons sur deux hypothèses principales. Premièrement, nous faisons l'hypothèse d'un prolongement de la territorialisation des TIC à travers la présence d'acteurs œuvrant localement en faveur de la diffusion des pratiques contributives et collaboratives en ligne. Par cela, il s'agit de considérer que ces acteurs, notamment mis en visibilité grâce aux lieux d'innovation pensés comme ouverts (que sont en particulier ceux désignés comme « tiers-lieux »), agissent comme des « acteurs intermédiaires » (Pin, 2014) en

particulier auprès des acteurs publics, propres à assurer une médiation « cognitive et stratégique » en matière d'usage des outils numériques pour la participation.

Cela pose la question de leur rôle dans l'élaboration des démarches, et ainsi de la pertinence de leur assimilation au champ des professionnels de la participation (Mazeaud, Nonjon, 2013) dans ce contexte.

Deuxièmement, nous postulons que les collectivités, en tant que moteur prépondérant du développement des TIC sur leur territoire, mobilisent les outils selon des logiques qui leurs sont propres, y compris dans le cadre de démarches de participation des habitants. Ainsi, sans négliger l'apport d'une analyse du caractère normatif du design des dispositifs en ligne (Badouard, 2014) nous souhaitons interroger l'intégration de ces outils et démarches à l'offre publique de participation (Gourgues, 2013). Il s'agit d'identifier les intentions qui motivent les collectivités à leur adoption, en particulier leurs ambitions en matière d'évolution de la gouvernance urbaine. Dans cette optique, il s'agit notamment de mettre en regard les discours politiques énoncés localement en faveur de la « ville intelligente » avec le développement de ces démarches afin de caractériser le rôle ainsi dévolu aux citoyens à l'heure de la *technologisation* des espaces urbains.

Cela nous incite enfin à questionner les rapports au territoire induits au travers de ces outils : d'une part par les démarches de contributions et la mobilisation de l'expertise habitante des participants ; mais également par la manière dont ces processus d'agrégation ou mise en visibilité de l'information viennent enrichir le débat local (Mericksay, 2011), notamment en facilitant une attitude réflexive (Melé, 2009) des habitants vis-à-vis de leur territoire.

4. Méthodologie et terrains

Cette thèse est réalisée en CIFRE au sein de la Direction des Systèmes d'Information de Tours Métropole Val de Loire. Le cas de l'agglomération tourangelle, qui, au démarrage de la thèse ne s'était pas particulièrement dotée d'outils numériques de participation, ni d'une politiques d'ouverture des données, constitue notre terrain principal et un témoin ainsi privilégié des évolutions des acteurs publics locaux en matière d'usages à visée participative des TIC.

Il fait l'objet de deux axes de recherche, traités à l'aide de méthodes qualitatives comme l'observation ethnographique, la passation d'entretiens semi-directifs et l'analyse d'un corpus documentaire composé de documents institutionnels, des supports de communication des

acteurs (en particulier en ligne), mais également des contenus des plateformes mobilisées dans le cadre des démarches.

Premièrement, grâce à un travail d'observation participante, d'entretiens et de veille de leur présence en ligne, nous tentons de circonscrire ce que nous appelons les « acteurs du numérique ». Nous nous appuyons pour cela sur la politique événementielle des « tiers-lieux » et des collectifs qu'ils accueillent comme porte d'entrée pour l'identification des acteurs. Notre position « périphérique » (Adler, Adler, 1987) au sein de cet ensemble d'associations, entreprises et collectifs informels a pour objectif de comprendre d'une part les liens qu'ils entretiennent les uns avec les autres, mais également ceux qu'ils entretiennent avec les acteurs publics. Ce travail s'attache à identifier en particulier les valeurs qu'associent ces différents acteurs aux usages participatifs du web et la façon dont elles participent à les constituer en système et à les y positionner localement de manière plus ou moins centrale ou marginale. Ceci nous permet d'appréhender la façon dont ces valeurs, en particulier celles de communs informationnels (Aigrain, 2005), d'intelligence collective (Lévy, 1997) et d'innovation sociale, promues localement, viennent alimenter les discours politiques et les objectifs d'action publique des collectivités.

D'autre part, notre place au sein de la collectivité nous permet d'observer les projets en interne, de manière plus ou moins soutenue (en fonction des types d'accès négociés), notamment en amont de leur mise en œuvre. Il s'agit notamment de saisir la façon dont se construisent les objectifs relatifs à l'usage d'outils numérique pour la participation, en particulier de constater les formes de collaboration introduites avec les acteurs cités plus haut dans le cadre de l'élaboration des démarches.

A leur mise en œuvre, nous cherchons à analyser la place et le rôle effectif de l'outil au sein des démarches. Il s'agit d'une part de s'intéresser à sa « mobilisation politique » (Mabi, 2014) par les collectivités par l'analyse de la structuration et la gestion des contenus et des interactions. D'autre part, nous souhaitons qualifier les démarches quant à la place qu'y tient l'outil. Il s'agit en particulier de caractériser leur dimension « hybride » (Douay, 2016), en cherchant à comprendre les logiques d'articulation entre en-ligne et hors-ligne (entre la transposition, la complémentarité ou l'accompagnement) au sein des ingénieries participatives déployées, y compris par l'observation des situations en présentiel, afin de comparer les modalités d'engagement proposées aux citoyens au sein des différents formats de participation (Cefaï *et. al.*, 2012).

Enfin, nous souhaitons nous intéresser aux contenus produits par les habitants en ligne et à leur prise en compte par les acteurs publics. Par conséquent, il s'agit d'une part de qualifier les productions habitantes en ligne, notamment dans ce qu'elles témoignent sur leur rapport au territoire, mais également la façon dont elles sont saisies dans l'action publique, à la fois dont elles sont réceptionnées dans le cadre de la démarche, et comment elles sont intégrées ou réinvesties dans la prise de décision publique.

Le cas tourangeau croise ainsi plusieurs démarches que sont l'émergence d'une politique d'ouverture des données publiques, un dispositif en ligne de concertation sur le renouvellement urbain, les évocations de démarches de *crowdsourcing* et de mobilisation des « innovateurs » locaux en faveur de la « ville intelligente ». En outre, le tissu associatif des acteurs du numérique entretient des liens avec les acteurs publics, mais les différents projets énoncés ne reçoivent pas la même attention politique selon les enjeux de territoire sur lesquels ils ambitionnent d'agir.

Deux terrains complémentaires viennent alimenter l'analyse afin d'opérer une comparaison sur l'hybridation opérée au sein des démarches, la gestion de l'outil par la collectivité ainsi que ses modalités d'élaboration et d'évolution. Le dernier point est le rapport de la collectivité avec les acteurs du numérique présents localement dans le cadre de cette élaboration.

Le premier est la démarche conçue comme pérenne et transversale de démocratie participative de la ville de Mulhouse et qui inclut un outil numérique de concertation multi-modal (débat, questionnaire, sondage...), et ce dans un contexte de nouvelle mandature municipale qui a mis à l'agenda politique la notion de « ville intelligente » et promeut la multiplication des tiers-lieux sur son territoire.

Le second est le cas de la métropole nantaise et son initiative de cartographie contributive sur les équipements de proximité articulée à sa démarche de démocratie de proximité à l'échelle des quartiers. Il s'agit notamment de s'interroger sur la manière dont les acteurs du numérique sont intégrés au processus d'élaboration de ces démarches et leurs motivations, et les ambitions politiques du projet, tandis qu'est politiquement promue par ailleurs l'« intelligence » de la ville.

Ainsi, nous souhaitons par ce travail mesurer la façon dont l'approche intégrée des TIC aux territoires permet de saisir les processus de constitution d'une offre numérique de

Janvier 2018, Cinquièmes journées doctorales sur la participation et la démocratie participative

participation à l'échelle urbaine et la façon dont cette offre s'inscrit en réponse à des enjeux d'action publique relatifs à la gestion ou au fonctionnement démocratique du territoire.

Bibliographie

- Adler P., Adler P., 1987, *Membership roles in field research*. Qualitative research methods series 6, Newbury Park, Sage
- Aigrain P., 2005, *Cause Commune L'information entre bien commun et propriété*. Paris, Fayard
- Attour A., Longhi C., 2014, « Développement de l'administration électronique par les communes françaises : éléments pour une typologie raisonnée ». *Géographie, économie, société* 16 (1), p.5-32
- Bacqué M.-H., Rey H., Sintomer Y., 2005, *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, La Découverte
- Badouard R., 2014, « La mise en technologie des projets politiques. Une approche "orientée design" de la participation en ligne ». *Participations*, 8, p.31-54
- Bakis H., Vidal, P., 2007, « De la négation du territoire au géocyberespace : vers une approche intégrée de la relation entre espace et TIC », in C. Brossaud , Bernard Reber (dir.), *Humanités numériques 1 : nouvelles technologies cognitives et épistémologie*, Paris, Hermes - Lavoisier, p.101-116
- Bakis H., Schon A., 2012, « Ville de la connaissance et terreau numérique. Le cas de Montpellier, France ». *Netcom. Réseaux, communication et territoires*, 26 (3/4), p.275-306
- Berger M., Charles J., 2014, « Persona non grata. Au seuil de la participation ». *Participations*, 9, p.5-36
- Besson R., 2017 « Rôle et limites des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines ». *Territoire en mouvement*, 34
- Blondiaux L., 2005, « L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes ». In M.-H. Bacqué, H. Rey, Y. Sintomer, *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, La Découverte
- Blondiaux L., 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie: actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil
- Burret A., 2013, « Démocratiser les tiers-lieux ». *Multitudes* 52 (1), p.89-97
- Cardullo P., Kitchin R., 2017, « Being a 'citizen' in the smart city: Up and down the scaffold of smart citizen participation ». *SocArXiv*
- Cefaï D., Carrel M., Talpin J., Eliasoph N., Lichterman P., 2012, « Ethnographies de la participation ». *Participations*, 4, p.7-48
- De Feraudy T., Saujot M., 2017, « Une ville plus contributive et durable : crowdsourcing urbain et participation citoyenne numérique », *Study*, 4, IDDRI
- Douay N., Prévot M., 2015, « Reconfiguration des pratiques participatives : Le cas de "Carticpe" ». In A. Romele, M. Severo (dir.), *Traces numériques et territoires*, Paris, Presses des Mines, p.241-60
- Douay N., 2016, « La numérisation des dispositifs de participation de la Mairie de Paris ». *Netcom. Réseaux, communication et territoires*, 30 (3/4), p.249-280
- Goëta S., et Mabi C., 2014, « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? » *Mouvements*, 79, p. 81-91
- Gourgues G., 2013, *Les politiques de démocratie participative*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble
- Hollands R. G., 2008, « Will the real smart city please stand up? » *City*, 12 (3), p.303-20
- Joliveau T., Noucher M., Roche S., 2013, « La cartographie 2.0, vers une approche critique d'un nouveau régime cartographique ». *L'Information géographique*, 77 (4), p.29-46
- Lasserre F., 2000, « Internet : La fin de la géographie ? » *Cybergeo : European Journal of Geography*, URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/4467> (accès le 12 avril 2013)

- Lefebvre R., 2012, « La démocratie participative absorbée par le système politique local », *Métropolitiques*, URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-democratie-participative.html> (accès le 5 décembre 2017)
- Lefebvre R., 2005, « La proximité à distance : Typologie des interactions élus-citoyens ». In C. Le Bart (dir.), *La proximité en politique : Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p.103-27
- Lévy P., 1997 *L'Intelligence collective: pour une anthropologie du cyberspace*. Paris, La Découverte
- Mabi C., 2014, « Le débat CNDP et ses publics à l'épreuve du numérique : entre espoirs d'inclusion et contournement de la critique sociale », Thèse de doctorat, Université de Technologie de Compiègne
- Mabi. C., 2017, « Citoyen hackeur. Enjeux politiques des civic tech », *La Vie des idées*, URL : <http://www.laviedesidees.fr/Citoyen-hackeur.html> (consultée le 13 décembre 2017)
- Mazeaud A., Nonjon M., 2013, « Professionnel », in I. Casillio, R. Barbier, L. Blondiaux, F. Chateauraynaud, J-M. Fourniau, R. Lefebvre, C. Neveu, D. Salles (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, URL : <http://www.dicopart.fr/es/dico/professionnel> (accès le 5 décembre 2017)
- Melé P., 2009, « Identifier un régime de territorialité réflexive », in M. Vanier (dir.), *Territoires, territorialités et territorialisation, controverses et perspectives*, Rennes, PUR
- Mericskay B., 2011, « Les Sig et la cartographie à l'ère du géoweb ». *L'Espace géographique*, 40 (2), p.142-53
- Coleman S. Moss G., 2014, « Deliberative Manoeuvres in the Digital Darkness: E-Democracy Policy in the UK ». *The British Journal of Politics and International Relations*, 16 (3), p.410-427
- Musso, P., 2008, « Territoires numériques ». *Médium*, 15, p.25-38
- Nez H., 2011, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », *Sociologie*, 2 (4), p.387-404
- Nonjon M., 2005, « Les usages de la proximité dans le champ participatif ». In R. Lefebvre, C. Le Bart, *La proximité en politique : Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p.169-81
- Pailliant I., 2000, « Les Enjeux locaux de la démocratie électronique ». *Hermès, La Revue*, 26-27, p.129-138
- Pailliant I., 2002, « La société de l'information : une société de contradictions ? » *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, XL-123, p.55-63
- Pin C., 2014, « Politiques de cluster et entrepreneuriat numérique en Ile-de-France et en Lombardie ». *Innovations*, 44, p. 79-104
- Vedel T., 2003, « L'idée de démocratie électronique : origines, visions, questions », in P. Perrineau (dir.), *Le Désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 243-266
- Wojcik S., 2011, « Prendre la démocratie électronique au sérieux. De quelques enjeux et controverses sur la participation politique en ligne », in E. Forey, C. Geslot (dir.), *Internet, machines à voter, démocratie*, Paris, L'Harmattan, p. 111-141

Résumé

Le « numérique » tel qu'il est souvent désigné aujourd'hui dans le champ de l'action publique locale en France est un domaine dont le spectre d'intervention s'est progressivement élargi à mesure de l'accroissement de l'offre technique mais aussi de la présence de plus en plus visible à l'échelle locale d'acteurs tournés vers la promotion des usages des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Il semble ainsi opportun de questionner les jeux d'acteurs à l'œuvre dans les processus de mise à l'agenda politique local des enjeux du numérique. La participation des citoyens apparaît dans ce contexte un objet propice pour comprendre la manière dont s'élaborent les politiques publiques à composante numérique et en particulier le rôle des acteurs locaux du numérique dans ces processus.

Mots clefs : Politiques publiques numériques, participation, acteurs locaux, gouvernance urbaine, numérique

Mobilization of ICTs for public participation: local digital actors, public policies and urban governance

Abstract

"Digital" as it is now designated in the field of local policy-making in France is an area where the spectrum of intervention has expanded to the extent of the increase in the technical offer but also of the presence more and more visible at the local level of actors turned towards the promotion of the uses of Information and Communication Technologies (ICTs). It therefore seems appropriate to question actor's networks and strategies at work in the political agenda-setting regarding local digital challenges. Citizen's participation appears in that context as a propitious object to understand digital policy decision-making and in particular the role of the local actors in these processes.

Key words: Digital policies, participation, local actors, urban governance, digital